

13 MORTS AU MOINS ET PLUS D'UNE CENTAINE DE BLESSÉS DE 35 NATIONALITÉS

Terreur en Catalogne

Les policiers espagnols traquaient hier le conducteur d'une camionnette qui a fauché la veille des dizaines de victimes à Barcelone, quelques heures avant un second attentat sur la côte catalane qui a porté le bilan des attaques à au moins 14 morts et une centaine de blessés.

Au lendemain de trois interpellations, la police catalane a annoncé en début d'après-midi l'arrestation à Ripoll, à une centaine de km au nord de Barcelone, d'une quatrième personne «liée aux événements des dernières heures à Cambrils et Barcelone» sans autre précision. Dans la nuit, la police avait abattu cinq «terroristes présumés».

A Barcelone, dans une manifestation exceptionnelle, le roi Felipe VI et le chef du gouvernement Mariano Rajoy se sont joints au gouvernement régional de Catalogne, qui veut faire sécession d'Espagne, pour observer une minute de silence en hommage aux victimes.

La foule a ensuite éclaté en longs applaudissements et crié : «No tinc por», «je n'ai pas peur» en catalan.

La police a indiqué rechercher Moussa Oukabir, frère de Driss Oukabir, l'un des suspects arrêtés depuis jeudi, «mais pour le moment nous n'avons pas établi que c'était le conducteur de la camionnette», qui s'était enfui à pied.

La police a appréhendé à Ripoll Driss Oukabir ainsi que deux autres hommes dont celui arrêté hier vendredi.

Un Espagnol né à Melilla, enclave espagnole au Maroc, a également été arrêté à Alcanar, à 200 km au sud de Barcelone, site mercredi soir d'une explosion qui a fait un mort et

est potentiellement liée aux attaques selon la police qui suspecte que les occupants préparaient un engin explosif.

Les victimes du double attentat sont d'au moins 34 nationalités différentes, selon la Protection civile. Les morts et les blessés viennent du monde entier, notamment d'Europe mais aussi d'Asie, d'Amérique latine et du Nord.

Les autorités étaient toujours en train de recenser les victimes de l'attentat de Barcelone, qui a fait au moins 13 morts et une centaine de blessés sur les célèbres Ramblas bondées de touristes, lorsque l'alerte a été donnée à Cambrils peu après minuit.

Une Audi A3 fonçait sur la promenade de bord de mer, renversant les passants. Elle a percuté une voiture des Mossos d'Esquadra, la police catalane, et une fusillade a éclaté, selon le gouvernement régional.

Quand l'opération a pris fin, «cinq terroristes présumés», porteurs de ceintures d'explosifs qui se révéleront factices, étaient morts selon la police. Un policier et six civils ont été blessés, dont une femme qui est décédée hier matin selon la Protection civile.

L'hypothèse des enquêteurs est que tous les suspects sont liés à l'attaque à Barcelone, revendiquée par le groupe djihadiste Etat islamique



Les secours et les forces de l'ordre en intervention sur le lieu de l'attentat meurtrier sur la rambla de Barcelone.

(EI). Ce dernier a déjà revendiqué des attentats similaires à Nice, Londres et Berlin. Il s'agit toutefois du premier attentat revendiqué par l'EI en Espagne.

L'attaque de Cambrils n'a pas été revendiquée.

Des témoins de l'attaque de Barcelone ont décrit l'horreur sur les Ramblas. «J'ai vu quatre ou cinq personnes à terre et des gens essayaient de les réanimer. Il y avait beaucoup de sang», a raconté à l'AFP Lily Sution, une touriste néerlandaise.

Tom Gueller a raconté à la radio BBC avoir vu le véhicule dévaler l'avenue : «Il ne ralentissait pas du tout. Il fonçait droit dans la foule au cœur des Ramblas.»

A Cambrils, un serveur de restaurant âgé de 20 ans, Markel Artabe,

sortait manger une glace quand il a entendu des tirs : «Nous étions sur la promenade de la plage. Nous avons entendu des tirs et pensé "ça doit être des fusées" mais c'étaient des coups de feu», a-t-il raconté à l'AFP. Il a ajouté avoir vu une étrangère à terre, apparemment touchée à la tête, avec ses amis qui criaient à l'aide.

L'Espagne, troisième destination touristique au monde, avait été jusqu'ici épargnée par les attentats de l'EI qui ont touché d'autres capitales européennes, telles Paris ou Bruxelles.

Mais c'est à Madrid qu'avaient eu lieu les attentats islamistes les plus meurtriers jamais commis en Europe : le 11 mars 2004, des bombes avaient explosé dans des trains, faisant 191 morts. Ils avaient été reven-

diqués par un groupe de la mouvance Al-Qaïda. Cette expérience traumatisante et sa longue lutte contre les attentats terroristes des séparatistes basque de l'ETA, ont poussé l'Espagne à renforcer ses services de renseignement et à appliquer une politique d'arrestations préventives des suspects de djihadisme.

La Catalogne est avec Madrid et les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, l'un des lieux de concentration d'islamistes radicalisés. Plus d'un tiers des personnes condamnées pour des activités en rapport avec le terrorisme djihadiste résidaient en Catalogne, contre 35,4% dans la région de Madrid, selon un rapport du think tank Real Instituto El Cano.

Les réactions d'indignation ont afflué du monde entier, tandis que l'Espagne observait un deuil national de trois jours à partir d'hier vendredi.

Des victimes de 34 nationalités dans les attentats

Les victimes des attentats perpétrés jeudi et vendredi en Catalogne sont d'au moins 34 nationalités : treize personnes ont été tuées dans l'attaque à Barcelone et une quatorzième a succombé à ses blessures dans l'attentat de Cambrils, et les deux attaques ont fait plus de 100 blessés.

Les victimes sont de nationalité allemande, algérienne, argentine, australienne, autrichienne, belge, marocaine, canadienne, chinoise, colombienne, cubaine, équatorienne, égyptienne, espagnole, américaine, philippine, française, britannique, grecque, néerlandaise, taïwanaise, hondurienne, roumaine, hongroise, irlandaise, italienne, koweïtienne, macédonienne, mauritanienne, pakistanaise, péruvienne, dominicaine, turque et vénézuélienne, selon un bilan «provisoire» de la Protection civile catalane.

APS

Trois touristes algériens parmi les blessés

Trois ressortissants algériens, en voyage en Espagne, figurent parmi les blessés de l'attentat terroriste perpétré jeudi après-midi à Barcelone, a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali-Cherif.

«Selon les informations communiquées par les autorités espagnoles compétentes, trois ressortissants algériens, en voyage en Espagne, figurent parmi les blessés de l'attentat terroriste perpétré dans l'après-midi du 17 août 2017 à

Barcelone. Ils sont sous observation médicale, leur état de santé est stable et devraient quitter l'hôpital incessamment», a précisé le porte-parole du MAE dans une déclaration à l'APS, ajoutant que leurs familles «ont été informées par les services du consulat général d'Algérie à Barcelone».

«L'ambassadeur d'Algérie à Madrid, qui suit de près la situation, a été instruite pour se rendre sans délai à leur chevet, pour coordonner l'action des services consulaires sur place et pour suivre l'évolution de la situation avec les autorités espagnoles compétentes», a affirmé M. Benali-Cherif. De même que la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères a été «immédiatement acti-

vée», a-t-il indiqué un peu plus tard. «Suite à l'attentat perpétré dans l'après-midi d'hier, jeudi 17 août 2017, à Barcelone, la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères a été immédiatement activée. Elle est en contact permanent avec les services de notre consulat général à Barcelone qui suivent de près, en coordination étroite avec l'ambassade d'Algérie à Madrid et les autorités espagnoles compétentes, l'évolution de la situation suite à cet attentat», a affirmé le porte-parole du MAE dans une déclaration à l'APS. Il a précisé que le numéro de contact de la cellule de crise est le : 021.50.45.00 (lignes groupées).

TERRORISME ISLAMISTE

L'Europe face à la stratégie des «mille entailles»

Des attaques comme celles de Barcelone et Cambrils, qui ont fait au moins 14 morts et une centaine de blessés, sont faciles à organiser, quasiment impossibles à empêcher et d'un rapport coût/efficacité extraordinaire pour les djihadistes, estiment experts et officiels.

Face à cette stratégie terroriste, qui vise toute l'Europe, il faut se préparer à une confrontation de longue haleine et miser sur la résilience des sociétés démocratiques, ajoutent-ils.

A l'heure où toutes les capitales et grandes villes touristiques du continent investissent dans des dispositifs fixes destinés à entraver la course d'éventuels véhicules-béliers, après des attaques de ce type à Nice, Berlin, Londres et Stockholm, rien hélas plus simple que de les contour-

ner.

«C'est le principe des cibles molles», explique à l'AFP Frédéric Gallois, ancien chef du GIGN. «Tout rassemblement de civils en est une. Et des concentrations de foule, il y en a des milliers.»

«Les terroristes vont dans la mesure du possible viser des cibles molles ayant le maximum de connotation symbolique, comme les Champs-Élysées, les Ramblas, mais si ces endroits font l'objet d'une protection, comme cela commence à être le cas, ils vont toujours trouver une rue adjacente à attaquer (...) A Rome, si vous ne pouvez pas approcher de la place Saint-Pierre mais que vous tuez une dizaine de personnes dans une rue proche, vous aurez attaqué Rome et le Vatican. La portée symbolique sera la même.»

Ces attaques, régulièrement qualifiées de «terrorisme low-cost», ont été théorisées et préconisées de longue date par les réseaux djihadistes. D'abord par Al Qaïda, qui a

commencé à les évoquer dans sa propagande dès les années 2004-2005, puis par le groupe Etat islamique (EI), notamment par la voix de son porte-parole Abou Mohammed al-Adnani, avant sa mort en 2016.

Cette stratégie, dite des «mille entailles» qui vise à épuiser peu à peu l'ennemi faute de pouvoir l'affronter frontalement, met l'action terroriste à la portée de tous : agents dormants ou infiltrés, revenants aguerris en Syrie ou d'Irak, sympathisants auto-radicalisés ou même malades mentaux qu'un tel climat pousse parfois à l'action.

Le groupe Etat islamique leur dit : «Utilisez ce que vous avez sous la main, une voiture, un couteau, un caillou», précise Frédéric Gallois. «Ça multiplie leurs capacités d'agir. Aucune formation n'est nécessaire, des cibles de proximité et d'opportunité, et voilà. D'un point de vue terroriste, le rapport coût/efficacité est imbattable.» «Ils ne recherchent plus l'intensité de l'action, avec des

moyens spectaculaires, mais la fréquence, pour tenter de déstabiliser la force visée. C'est cette régularité qui fait mal. Les consignes sont : "inscrivez-vous dans le temps et soyez réguliers". Actuellement, il y a entre quatre et six semaines entre chaque attentat en Europe. Au bout de ce laps de temps, on se dit tous : il va se passer quelque chose», ajoute-t-il.

Pour le chercheur Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po Paris, le groupe EI, qui s'est hâté jeudi soir de revendiquer l'attentat sur les Ramblas, obéit à sa propre logique et vise des objectifs à long terme.

«C'est une question d'opportunité dans leur planification terroriste», assurait-il hier matin sur France Inter. «Ils veulent montrer qu'ils sont toujours aussi efficaces malgré les reculs sur le terrain. Mais ce n'est pas parce qu'il y a des reculs en Irak et en Syrie qu'ils frappent.»

Face à cette menace, qui sera impossible à entraver complètement dans un futur proche et qui même

s'accroît avec le retour de Syrie et d'Irak de centaines de djihadistes aguerris, le rôle des responsables politiques doit être de préparer les démocraties européennes à résister.

«Il faut éviter la démagogie», confiait récemment à l'AFP la sénatrice française Nathalie Goulet, co-présidente de la commission d'enquête sur la lutte contre les réseaux djihadistes, «tout le renseignement du monde n'empêchera pas ce genre d'attaque».

«Il faut regarder la réalité en face. Faire croire aux gens qu'en bannissant les musulmans (...) ou en fermant les mosquées, on réglerait le problème est un mensonge. Au contraire, cela nourrirait l'argumentaire du (groupe) Etat islamique», ajoute-t-elle.

«Un type qui prend sa voiture, fonce sur des gens... Il faut malheureusement que l'on apprenne à vivre avec ça et que chaque citoyen s'occupe de la vigilance, conclut-elle.

AFP